

Colloque « Covid, guerre en Ukraine, tensions énergétiques et spectre de crise alimentaire : quelle sécurité pour les frontières sud de l'Europe ? »

NOTES DE SEANCE

Le premier grand colloque sur la sécurité internationale de Sciences Po Aix s'est tenu le 3 décembre 2022. Intitulée « Covid, guerre en Ukraine, tensions énergétiques et spectre de crise alimentaire : quelle sécurité pour les frontières sud de l'Europe ? », la rencontre s'est organisée autour de quatre tables rondes rassemblant de hauts responsables gouvernementaux français et étrangers, des personnalités politiques, diplomatiques, économiques et universitaires. Elle visait à interroger les recompositions géopolitiques à l'œuvre dans la zone méditerranéenne et à encourager une réflexion prospective sur les réponses apportées par les États et les organisations internationales. **Le présent document a pour but de résumer les échanges qui ont eu lieu, et résulte des notes prises par les étudiants mandatés à cet effet. Ils n'ont pas vocation à retranscrire les débats dans le détail.**

L'événement a été organisé par Sciences Po Aix, avec le soutien de la Région Sud, de l'OTAN, de la ville d'Aix-en-Provence et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Introduction

La zone méditerranéenne concentre les différents problèmes contemporains avec une acuité particulière. À la fois point de rencontres et d'échanges, elle est le théâtre de nombreux chocs et le reflet d'un monde empreint de multiples paradoxes. En effet, les relations internationales sont marquées par des mouvements de balancier. On observe à la fois un nouvel essor des souverainetés, corrélé à un recul de la coopération internationale et du multilatéralisme, quand parallèlement une prise de conscience mondiale accroît la globalisation des risques et la nécessité d'actions concertées. En conséquence, les États peinent à maîtriser les défis globaux et privilégient l'affirmation de leurs intérêts nationaux. On assiste ainsi au retour de lignes de fractures que l'on pensait oubliées, le droit international ayant échoué à enrayer les pulsions des États. Ce désaveu est accentué par le rôle de plus en plus prépondérant et incontournable de certains acteurs privés, qui échappent à toute forme de contrôle. Il résulte de tout cela un droit inter-souverainiste permettant les comportements prédateurs.

Le déclenchement de la guerre en Ukraine par l'invasion russe du 24 février 2022 renouvelle les menaces et les exigences qui pèsent sur les relations internationales. En introduction au colloque, **Monsieur David CATTLE, Secrétaire général adjoint de l'OTAN**, a ainsi affirmé que l'OTAN se tient au côté de l'Ukraine et ne saurait tolérer la moindre attaque sur le territoire de ses Alliés. En outre, M. Cattler a souligné que l'OTAN était prête dès le début du conflit grâce à des discussions préalables avec les autorités de Kiev. Ce sont des contacts personnels et réguliers qui ont permis d'atteindre le niveau de réactivité et d'efficacité dont a fait preuve l'organisation. Depuis le début de la guerre, Vladimir Poutine fait montre d'un mépris total pour le coût humain de la guerre, qu'il s'agisse de ses propres hommes ou des vies ukrainiennes. Cela a conduit au déplacement de près de 6,5 millions de civils ukrainiens, dont 3 millions d'enfants. Face à ce conflit, l'Union européenne a su faire preuve

d'une réactivité et d'une solidarité exceptionnelle. La directive de protection temporaire du 4 mars 2022 permet ainsi à la population ukrainienne d'avoir accès au logement, aux services de santé, à l'éducation et au marché du travail au sein de l'Union européenne. Mais ce dispositif n'est que temporaire et rien ne permet aujourd'hui d'estimer la date de la fin des combats. C'est pourquoi des solutions de long terme et davantage résilientes doivent être envisagées dans un monde toujours plus plongé dans une configuration de guerre froide. Les citoyens européens ne doivent plus ignorer que la guerre est à leur porte, et que si le conflit venait à perdurer, cette guerre deviendrait une réalité pour chacun.



Table n°1 : Souveraineté, frontières et humanité : quelles évolutions après le Covid ?

Table ronde modérée par Monsieur le Professeur Rostane MEHDI, Directeur de Sciences Po Aix, composée de Monsieur Alexis BAUTZMANN, Président d'Areion groupe, du Vice-Amiral Gilles BOIDEVEZI, préfet maritime de la Méditerranée, de Monsieur Jean MAFART, Préfet, Directeur des affaires européennes et internationales au ministère de l'Intérieur et de Monsieur Uku SÂREKANNO, Directeur exécutif délégué de Frontex.

Le Professeur Mehdi invite chaque intervenant à exposer en quelques minutes un aspect du sujet qui lui paraît pertinent d'être mis en évidence.

Pour Alexis BAUTZMANN, président de Areion Group, l'aspect démographique - bien que rarement mis en avant - est l'élément le plus important pour comprendre les mutations du monde contemporain. L'étude des cartes montre que le monde est en transition démographique. La population mondiale est ainsi passée de 4,4 milliards d'habitants en 1980 à 7,7 milliards en 2019. Les prévisions donnent le nombre de 9,7 milliards à l'horizon 2050. Elles prévoient également que 88% de la population mondiale vivra dans l'hémisphère sud du globe, 55% en Afrique, 35% en Asie. Il faut compléter ce descriptif en notant des différences de natalité. Ainsi, en 2019, 91% des enfants vivent dans des pays du sud. Au cours de la période 1980-2019, la population mondiale est passée de 2,5 milliards d'actifs à 3,7 milliards d'actifs ce qui impliquait de créer un milliard d'emplois sur la période. Cela entraîne nécessairement des difficultés au niveau des ressources alimentaires notamment en raison de l'accaparement des terres du sud par une dizaine d'acteurs. Prendre en compte ces mutations est nécessaire pour comprendre les mouvements sociaux qui agitent les pays du sud. À cela, il faut ajouter les effets du changement climatique. Ces effets sont aujourd'hui saillants en Asie du Sud et du Sud-Est. Le changement climatique sera amené à s'intensifier et les prévisions projettent d'importantes déstabilisations en Afrique et en Amérique latine. D'ici 2050, il y aura entre 175 et 215 millions de déplacés climatiques. Contrairement aux idées reçues, la grande majorité des déplacements actuels est liée aux catastrophes naturelles et non aux conflits. Ces déplacements s'opèrent le plus souvent vers des pays frontaliers ou à l'intérieur même des pays. Avec la montée des eaux, l'Afrique est particulièrement exposée aux risques de submersion. Les pays du Nord seront alors la destination privilégiée car le centre de l'Afrique est inexploité et inexploitable. La démographie s'impose alors à tous comme un tueur silencieux.

Selon le Vice-Amiral d'escadre Gilles BOIDEVEZI, préfet maritime de la Méditerranée, pendant longtemps la mer était un espace de liberté. Puis la convention de Montego Bay a fondé le droit de la

mer qui a donné des droits aux pays. Ainsi, les eaux territoriales s'étendent sur 12 milles nautiques à partir de la côte et les zones économiques exclusives (ZEE) s'étendent elles sur 200 milles nautiques. Aujourd'hui, les États, et notamment la Chine, ont une compréhension extensive des droits qui leur ont été accordés. Cela entraîne des conflits lorsqu'une même portion est revendiquée par deux États. En Méditerranée, il n'y avait traditionnellement pas de ZEE car c'est une petite mer où régnait une logique de coopération. Toutefois, la découverte de gisements a conduit à une augmentation des tensions notamment au large des côtes libanaises, israéliennes, égyptiennes, turques, chypriotes et libyennes. A noter qu'il n'existe pas d'accord sur les ZEE entre la France et l'Italie ou encore entre la France et l'Espagne. La Méditerranée devient progressivement un espace de plus en plus contraint. Cette territorialisation des mers explique, en partie, les faibles avancées dans les négociations de l'accord BBNJ (Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale - projet initié le 24 décembre 2017 par l'Assemblée générale des Nations Unies). Le renouveau de la notion de souveraineté nationale en mer entraîne également une militarisation de la zone méditerranéenne (retour des Américains, des Russes, augmentation des moyens militaires égyptiens, turcs, etc.). En ce qui concerne la question humanitaire (dont le sujet des migrants), il ne fait aucun doute que des efforts massifs sont mis en place pour aider les populations en danger. Il faut toutefois être vigilant à ce que l'aide à ces populations n'alimente pas les réseaux criminels qui déstabilisent les pays de départ. Pour dépasser les clivages, il faut cesser de parler en termes de nord et de sud et penser la Méditerranée comme une unité. Il faut également se garder d'une seule vision européenne et comprendre le point de vue du Sud. C'est donc bien sur la solidarité que doit reposer l'action politique en Méditerranée.

Jean MAFART, Directeur des affaires européennes et internationales au ministère de l'Intérieur, estime pour sa part qu'aujourd'hui, la migration est devenue une arme d'instrumentalisation politique. Le cas biélorusse est caractéristique. Par l'octroi de visas touristiques, le régime de Loukachenko fait miroiter un passage facile vers l'Europe à des milliers de personnes venant majoritairement d'Afrique et du Moyen-Orient. Au niveau de l'Union, on ne peut pas occulter la crainte des pays d'Europe de l'Est - et en particulier de la Pologne - face à ce marché cynique. Par ailleurs, traiter de la question migratoire implique nécessairement de se reporter aux données et de sortir des représentations. Le premier pays d'accueil dans l'Union européenne est Chypre, avec près de 6% de sa population en situation irrégulière. Le deuxième pays est l'Autriche suivi de la France. L'Italie, elle, est loin derrière. Il faut ainsi se garder des représentations médiatiques et des discours politiques. Les garde-côtes italiens font un travail remarquable. Discuter de la question migratoire ne peut se faire sans réaffirmer le caractère intangible des politiques d'asiles. Force est de constater que l'Union européenne n'est pas d'une efficacité totale en la matière. Les négociations relatives au « Pacte sur la migration et l'asile », présenté par la Commission européenne le 23 septembre 2020, sont difficiles. Il faut toutefois souligner un succès de l'action de la présidence française avec la mise en place d'une approche dite graduelle. Depuis juin 2022, il y a désormais un mécanisme de solidarité au profit des États méditerranéens basé sur une relocalisation des demandeurs d'asile. Les actions à mener prioritairement sont le développement d'un partenariat étroit entre la rive nord et la rive sud de la Méditerranée, la lutte contre les filières criminelles de trafics, l'octroi de moyens opérationnels par l'Union européenne aux pays de départ, le traitement des routes migratoires dans leur ensemble à travers une même opération de coopération et le développement de nouvelles voies légales pour les demandeurs d'asile.

Selon Uku SÄREKANNO, directeur exécutif adjoint de Frontex, en général, la politique migratoire est l'un des domaines politiques les plus délicats et exigeants, car elle est liée à la question de l'identité. Il est important d'adopter une approche holistique et de comprendre les raisons des flux migratoires, car la gestion des frontières résulte des conséquences d'autres politiques. Une attention particulière devrait être accordée aux pays de départ des flux, et au voisinage de l'UE. La guerre en Ukraine a soulevé de nouveaux défis pour Frontex, à court et à long termes, notamment la sécurité alimentaire et ses implications sur les routes migratoires traditionnelles. Dans la première phase de la guerre, la mission la plus urgente pour Frontex était d'établir un « portrait-robot » des points de passage frontaliers, en vue d'aider les décideurs et de faciliter et d'accélérer l'entrée des réfugiés. Dans la deuxième phase, l'objectif principal était d'assurer un soutien opérationnel aux États membres et à la Moldavie, qui étaient submergés par l'afflux de réfugiés. Plus de 550 agents ont été déployés dans la région dans le cadre de l'opération conjointe TERRA. L'Agence se prépare à présent à une nouvelle phase, visant à relancer la coopération opérationnelle avec l'Ukraine, en mettant l'accent sur la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic d'armes. La guerre est loin d'être terminée et, dans ce contexte, la poursuite de la directive sur la protection temporaire sera extrêmement importante. Cette dernière permet à la population ukrainienne d'avoir accès au logement, aux services de santé, à l'éducation et au marché du travail dans l'Union européenne.

Table n°2 : La Méditerranée orientale, un espace en forte tension ?

Modérée par Monsieur Pierre RAZOUX, Directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES), composée de Madame Chloé BERGER, Chercheuse et consultante indépendante, de Monsieur Cem GÜRDENİZ, Contre-amiral et écrivain turc, de Monsieur Guillaume HENRY, Chargé de mission au centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, de Monsieur Guillaume OLLAGNIER, Chef du service Europe, Amérique du Nord et actions multilatérale au ministère des Armées.

Question de Pierre Razoux : Quelles sont les options de l'Union européenne et de l'OTAN face aux rivalités de puissance globale et régionale en Méditerranée orientale, qui ont été exacerbées par la guerre en Ukraine et où il doit être tenu compte de l'effacement relatif des États-Unis, qui sont davantage concernés par la Chine aujourd'hui, et de la faiblesse structurelle de certains États riverains comme le Liban ?

Pour Guillaume HENRY, Chargé de mission au centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, la guerre en Ukraine n'a pas aggravé les rivalités de puissance, elle n'est qu'un révélateur. Avant cette guerre, certains acteurs régionaux - notamment la Turquie - profitaient du vide laissé par les États-Unis pour mener une politique assertive dans leur espace d'influence. À ce titre, la Turquie n'a pas une politique de puissance à proprement parler mais joue un rôle de médiateur et de profiteur.

Cem GÜRDENİZ, Contre-amiral et écrivain turc, ajoute qu'un nouvel ordre mondial est en train de s'établir, ce changement est inévitable. La *pax americana* est remise en question par la *pax sinica*. On

voit aujourd'hui que la guerre en Ukraine n'est pas qu'un conflit régional. La Turquie parvient jusqu'à présent à dialoguer avec l'ensemble des protagonistes ; il est normal qu'elle cherche à défendre ses intérêts et ses revendications légitimes dans cette région.

Pour Chloé BERGER, la Méditerranée est devenue centrale avec la guerre en Ukraine. Cela tient notamment au fait qu'une grande partie des solutions - en particulier énergétiques - transitent par cette zone. Dès lors, que peuvent faire l'OTAN et l'UE ? Il convient de développer de nouvelles manières de coopérer avec les partenaires du Sud. Pour cela, l'OTAN doit retrouver sa dimension politique et ainsi devenir un forum de discussion.

Guillaume OLLAGNIER, Chef du service Europe, Amérique du Nord et actions multilatérale au ministère des Armées, ajoute qu'avec la guerre en Ukraine, l'OTAN fait face à deux difficultés en Méditerranée. D'une part, ses forces sont concentrées à l'Est mais elle ne doit pas perdre de vue les autres fronts. D'autre part, deux de ses alliés - la Grèce et la Turquie - ne sont pas alignés sur une vision commune. De son côté, l'Union européenne dispose de larges compétences et son rôle tend à s'accroître dans la région. Le plus difficile est de faire adopter une vision solidaire des enjeux géopolitiques liés à la Méditerranée, en particulier pour les États membres les plus éloignés.

Question de Pierre Razoux : Face à l'accroissement des tensions entre l'Iran et Israël, quels sont les risques d'affrontement et pour quelles conséquences ?

Cem GÜRDENİZ estime que ces deux pays ont les capacités de se détruire l'un l'autre, et que le monde entier souffrirait des conséquences, notamment du fait de la fermeture du détroit d'Ormuz. Mais la raison devrait l'emporter car ils ont trop à perdre à un affrontement direct. La Turquie est en capacité de discuter avec les deux, ce qui est utile pour l'ensemble des acteurs de la zone.

Selon Chloé BERGER, cette question est sur la table depuis dix ans mais l'augmentation de l'instabilité dans la région a jusqu'à présent contenu l'escalade. Aujourd'hui, le danger réside plutôt dans une escalade des tensions et une fuite en avant des pays voisins (Liban, Syrie notamment, monarchies du Golfe). Toutefois, ce scénario reste entouré de nombreuses incertitudes et personne n'aurait actuellement intérêt au développement d'un tel conflit. Les incertitudes sont d'autant plus grandes qu'une meilleure intégration régionale autour de l'énergie pourrait stabiliser les relations.

Pour Guillaume OLLAGNIER, il est regrettable de ne pas avoir réussi à négocier avec l'Iran sur des sujets autres que le nucléaire. Aujourd'hui, l'Iran est plus isolé que jamais alors qu'Israël développe des partenariats avec ses voisins.

Guillaume HENRY ajoute que lors des précédents conflits impliquant Israël, l'État hébreu était parfois dirigé par des Premiers ministres en difficulté politique et enclins à recourir à des actions militaires. Aujourd'hui, la configuration politique est différente. Si la dimension palestinienne tend à s'enflammer, le Hezbollah doit tenir compte de la base libanaise qui n'a elle aucune envie de conflit. En conséquence, l'Iran se retrouve à la fois en situation de fragilité et d'isolement, un conflit armé serait trop dommageable pour lui. D'autres manœuvres, notamment l'utilisation de drone dans les zones des détroits d'Ormuz et de Bab el-Mandeb s'avèreraient plus stratégiques et rentables.

Question de Pierre Razoux : Dans ce contexte, pensez-vous que l'on puisse passer d'une logique de rivalité à une logique de coopération en Méditerranée, notamment dans le domaine énergétique ?

Pour Guillaume OLLAGNIER, cela est même nécessaire. Les zones du détroit d'Ormuz et du canal de Suez sont plus stratégiques que jamais. Aujourd'hui, la question centrale est celle d'une extension vers l'Est en direction de la mer Caspienne, notamment pour repenser l'approvisionnement de la région méditerranéenne en gaz. Cem GÜRDENİZ note que dans ce contexte de crise ukrainienne, les États

Unis poussent l'Europe à acheter leur gaz naturel liquéfié (GNL), alors que cette source d'énergie n'est ni rentable ni durable.

Guillaume HENRY indique que si le GNL est une formidable source d'énergie, liquéfier le gaz et le transporter par méthanier est plus complexe, coûteux et énergivore que le transport par gazoduc. De plus, les infrastructures sont très vulnérables et dangereuses. On ne sait pas ce que donnerait une explosion d'une usine de liquéfaction, ce sont donc des cibles critiques. Pour cette raison, Israël refuse d'avoir de tels sites sur son territoire. Il faudrait alors faire liquéfier dans des pays voisins - notamment en Égypte - mais cela ne serait pas sans poser de problèmes en termes de dépendance. Enfin, il ne faut pas surestimer les capacités des réserves gazières en Méditerranée. Celles-ci seraient très insuffisantes pour satisfaire les besoins européens et méditerranéens sans même prendre en compte le fait qu'une partie n'est économiquement pas rentable.

Chloé BERGER confirme que repenser l'alimentation de la Méditerranée en gaz supposerait des investissements structurants. Or, de tels investissements semblent aujourd'hui aller à rebours des objectifs de réduction de la part des énergies fossiles dans le mix énergétique.

Question de Pierre Razoux : Comment limiter les risques de tensions entre la Grèce, Chypre et la Turquie ?

Pour Guillaume HENRY, il y a une augmentation des points de friction (détermination des frontières aériennes et maritimes, militarisation des îles grecques, prospection gazière, achats de missiles S400 russes par la Turquie). Pour autant, ces pays n'ont pas vocation à entrer en guerre. Il faudra toutefois être vigilants face aux multiples échéances électorales à venir dans ces pays, tout particulièrement en Turquie. La réduction des tensions pourrait venir d'une solution technique à l'image de la résolution du conflit de ZEE entre le Canada et Saint-Pierre-et-Miquelon. Cela demanderait néanmoins une réelle volonté politique d'aller de l'avant.

Cem GÜRDENİZ estime que nous sommes face à une question de perception du côté grec. Il règne aujourd'hui un état d'esprit fondé sur de l'animosité envers la Turquie. La pacification des relations entre ces pays ne pourra advenir qu'à la suite d'un changement de mentalité.

Guillaume OLLAGNIER ajoute que dans tous les désaccords, la négociation est la seule solution viable. C'est pour cela qu'il y a une pression navale permanente dans les eaux proches de ces pays, afin de réduire les tensions et de pousser au dialogue, grâce à la pression militaire. Une politique d'apaisement est primordiale.

Chloé BERGER confirme qu'il y a une accumulation de points de tension entre ces pays. Des solutions techniques pourraient effectivement aider en dépolitisant et en découplant les problèmes. Toutefois, de telles solutions nécessitent une volonté politique et ne sauraient de manière réaliste s'effectuer aux dépens d'un seul de ces pays.

Table ronde 3 : Instabilité sur la frontière sud de l'Europe : questions de sécurité dans la région sahel-Maghreb

Table ronde animée par **Walter BRUYERES-OSTELLS**, Professeur des Universités en Histoire contemporaine à Sciences Po Aix, composée de **Ahmed BENYAMINA**, Ambassadeur, Envoyé spécial chargé des questions de sécurité internationale auprès du Ministère des affaires étrangères d'Algérie, **Mankeur NDIAYE**, ancien Ministre des Affaires étrangères du Sénégal et ancien représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, Chef de la MINUSCA, **Général Pascal FACON**, Gouverneur militaire de

Marseille, Officier général de la zone de défense et de sécurité Sud, Commandant de la zone terre Sud, **François GOUYETTE**, Ambassadeur de France en Algérie, **Olivier SUBLARD**, Directeur adjoint du département Paix, Stabilité et Sécurité d'Expertise France et avec la participation vidéo d'**Arnaud DANJEAN**, membre du Parlement européen, Vice-président du groupe PPE.

La réorganisation qui s'impose aujourd'hui au Sahel, suite à l'annonce présidentielle de la fin de Barkhane renvoie à tous les enjeux de la stabilisation d'une région pour ne pas reproduire d'effets négatifs.

Pour Arnaud DANJEAN (*Intervention vidéo pré-enregistrée*), membre du Parlement européen, nous sommes aujourd'hui dans un moment géopolitique très particulier et peu favorable au Sahel. Nous constatons que le degré d'engagement reste fort de la part de l'Union européenne, notamment de certains pays de l'Union qui y ont un intérêt financier ou bien qui sont impactés par la migration. Cet intérêt est inégal selon les domaines et selon les pays, en effet, l'est européen se focalise plus sur le flanc oriental. Les Français ont longtemps pu être vus comme les chefs de file de cette politique au Sahel. La fin de l'opération Barkhane va montrer une forme de désengagement qui va « refroidir » un certain nombre de partenaires européens. Toutefois, cela ne peut être perçu comme un désintérêt commun, mais comme un redéploiement dans la nature des actions menées. Des programmes d'équipement, d'infrastructures sont développés créant ainsi un partenariat dans lequel l'Union européenne est moins intrusive et plus à l'écoute du partenaire. De plus, un travail en amont est fait afin de prévenir toute crise. L'Union européenne a, comme toutes les institutions internationales, longtemps mis en œuvre une approche régionalisée au Sahel, considérant le Sahel comme une unité. C'est une approche qui ne donne pas des résultats satisfaisants. Les situations sont très différentes d'un pays à l'autre, les trajectoires sont différentes. On assiste par ailleurs à un glissement des problèmes sécuritaires vers les Etats côtiers. Il est nécessaire d'avoir une approche taillée sur mesure, prenant en compte atouts et faiblesses de chacun, pour développer des partenariats avec tous les pays, en fonction de leurs demandes et des réponses que nous sommes en mesure d'apporter.

Pour le Général Pascal FACON, ancien COMANFOR BARKHANE, il ne faut pas réduire les enjeux qui se jouent au Sahel à la question militaire. L'objectif de l'opération Barkhane était de mettre les groupes terroristes à la portée des forces locales. Neutraliser les terroristes était un des buts de l'opération Barkhane, qui devait être atteint en montant en puissance les armées locales en travaillant avec eux. L'opération n'avait pas vocation à rester, elle était conçue dans une approche partenariale, un « partage du fardeau ». Mais il faut être deux pour coopérer, il faut partager une vision. Les choix maliens ont accéléré une transformation de notre intervention. Par ailleurs on constate effectivement une descente vers le sud du phénomène terroriste. La France conserve son approche partenariale. Les frontières sont un sujet majeur aujourd'hui, elles concentrent la majorité des victimes, mais elles ne peuvent pas être contrôlées de manière continue. Il n'est d'ailleurs pas souhaitable de fermer les frontières, cela ne bénéficie pas aux populations, au contraire. Que pouvons-nous faire ? La première chose c'est de bien connaître l'environnement, comprendre les phénomènes de déplacement, comprendre les crises. Il faut donc conserver une intelligence humaine, mais ne pas négliger l'innovation technique, et concentrer les efforts sécuritaires sur certains points stratégiques. Enfin, il faut mettre en place une gouvernance sécuritaire, il faut créer un dispositif qui s'inscrive en profondeur et qui implique tous les partenaires (militaires, douanes, populations locales etc.). Notre

approche doit être régionale, il ne faut pas nier les différences entre pays, mais un Etat ne peut pas contrôler seul son territoire et ses frontières.

Walter BRUYERES-OSTELLS introduit la notion d'approche « 3D », défense, diplomatie et développement. L'une des contreparties de Barkhane était la mise en place de politiques de développement. Quelle est l'action de l'AFD et d'Expertise France dans ce cadre, quelle vision peut-on avoir de cette articulation entre politique de développement et politique militaire ?

Expertise France met en œuvre la politique française de coopération. Olivier SUBLARD, Directeur adjoint du département « Paix, Stabilité et Sécurité » d'Expertise France, confirme qu'on a beaucoup parlé de « continuum », et qu'on parle aujourd'hui de « contiguum » entre sécurité et développement. Les deux types d'action sont aujourd'hui menées de manière simultanée, avec des actions de « stabilisation » mises en œuvre très rapidement, et des actions de développement sur le plus long terme. Il existe trois grands défis et enjeux en termes de sécurité et développement dans la région. Le premier défi est celui du temps : il faut composer avec le temps politique, qui réagit très vite à l'actualité, le temps militaire beaucoup plus opérationnel, et celui du développement qui est plus long, dans la réflexion conceptuelle et la construction de partenariat. Il faut s'engager dans des dialogues avec tous les partis avant de passer à un temps plus militaire.

Le second défi est celui de la territorialité, de l'espace géographique. En effet, il faut voir les enjeux de sécurité aux niveaux local, national et régional (voire mondial). Le Sahel reste un focus important de la communauté internationale mais on constate un glissement vers les Etats côtiers, mais également le voisinage est. Les insécurités dans le Nord des pays côtiers ont des répercussions sur les pays voisins, c'est pour cela que les perspectives régionales sont importantes.

Le troisième défi est celui de l'approche globale : il existe un besoin de travailler en coordination avec toutes les parties prenantes, les Etats, les bailleurs, les opérateurs publics et privés, la société civile et les acteurs de l'humanitaire.

Les actions des opérateurs du développement ne sont efficaces que si elles traduisent le respect des grands principes qui régissent les actions de développement international (déclaration de Paris de 2005 et partenariat de Busan 2011), dans la conception des projets et leur exécution.

Mankeur NDIAYE, ancien Ministre des Affaires étrangères du Sénégal et ancien représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, note une « européanisation » des questions migratoires africaines, qui étaient déjà historiquement organisées à travers le Sahara. Europe, Maghreb et Sahel sont des espaces de plus en plus interconnectés, les frontières sont de plus en plus floues. Les questions des frontières sont des questions qu'il faut bien appréhender, notamment parce que les crises actuelles entraînent un flux massif de population de plus en plus intense et de plus en plus dangereux, de moins en moins contrôlé, qui engendre des crimes lucratifs, à l'exemple du trafic d'être humain, et nourrit la violence. La crise libyenne a eu un impact désastreux, notamment au Mali, et aujourd'hui on voit une société militaire privée proliférer, dans un contexte de départ de la France et de déstabilisation des instances républicaines. Personne ne sait où et quand la crise malienne va s'arrêter. La présence de mercenaires au Mali, sur laquelle Mankeur NDIAYE alerté l'ONU lorsqu'il était responsable de la Minusca [en Centrafrique], laisse craindre de nouveaux développements du djihadisme vers les pays de la zone. La Centrafrique qui ne contrôle aucune de ses frontières justement avec des pays comme le Soudan, le Tchad ou le Cameroun pourrait voir ses groupes rebelles verser dans le djihadisme. C'est pour toutes ces raisons que l'approche 3D est très importante.

Actuellement on constate un glissement du djihadisme vers les États côtiers, qui pose des problèmes pour de nombreuses raisons. La sécurité est indissociable des questions de terrorisme.

Pour Ahmed BENYAMINA, Ambassadeur, Envoyé spécial chargé des questions de sécurité internationale auprès du Ministère des affaires étrangères d'Algérie, la stabilité et la paix constituent un défi considérable pour les pays d'Afrique. La crise libyenne a eu des conséquences dévastatrices dans toute la région. Le concept de guerre civile est un raccourci trop facile pour désigner l'instabilité qu'il y a eu en Algérie, notamment puisque certains groupes étrangers, par exemple d'origine libyenne, ont contribué à ce déséquilibre. L'Afrique avance dans les règlements de conflits et de crises, inscrit la paix et le développement dans toutes ses programmations stratégiques mais ne réussit pas à éteindre totalement les foyers de tensions. L'Algérie a soumis un rapport à l'Union africaine sur les menaces terroristes et les réponses qui pourraient être proposées par les Etats et la communauté internationale, avec des propositions concrètes (activation d'un fonds spécial pour la lutte anti-terroriste, établissement d'une liste des personnes et entités impliquées dans les activités terroriste, réactivation du mandat d'arrêt africain). La multiplicité des menaces sape les efforts des Etats à instaurer une paix durable. Des programmes de lutte contre la radicalisation doivent se multiplier, les institutions nationales et régionales doivent être renforcées, l'harmonisation des législations ou encore l'échange de renseignements entre pays doivent être encouragés. L'Algérie joue un rôle majeur dans ce travail de coordination, de formation et d'échange d'information. A cela s'ajoutent les changements climatiques, qui sont désormais un des enjeux les plus importants du continent.

François GOUYETTE, Ambassadeur de France en Algérie, estime que dans ce contexte d'instabilité, l'Algérie a vocation à incarner un pôle de stabilité, par son appareil militaire de premier plan, un réseau diplomatique étendu et efficace ainsi qu'une stabilité politique et des ressources énergétiques importantes. Pour ces raisons objectives, facteurs de stabilité, l'Algérie constitue pour la France et l'Europe un partenaire très important et incontournable pour combattre les défis d'instabilité en Méditerranée. L'Algérie se trouve au cœur de deux défis majeurs : le jaune du Sahel et le bleu de la Méditerranée, les deux couleurs du drapeau ukrainien. Le pays est directement affecté par l'activité des groupes terroristes au nord du Mali, ce qui a orienté ses choix diplomatiques et politiques. La présence de la société Wagner, en appui à une junte qui a la tentation de passer la frontière algérienne, constitue un problème politique et sécuritaire pour l'Algérie. La visite du Président Macron en Algérie en Août 2022 témoigne de l'intérêt des deux pays à coopérer plus étroitement pour préserver la stabilité au Sahel. Aujourd'hui la France, et l'Europe, ne sont pas en mesure d'accueillir les flux migratoires insuffisamment régulés. Cette question est un facteur d'instabilité, elle conditionne la capacité des deux rives de la Méditerranée à coopérer en confiance. La mobilité (visas) et la réadmission des ressortissants en situation irrégulière est une question sensible. L'Algérie a donc un rôle majeur en Méditerranée. La relance de la relation bilatérale franco-algérienne, voulue par les deux présidents, est cruciale pour apporter des solutions adéquates et durables aux problèmes sécuritaires, politiques et sociaux qui menacent la stabilité en Méditerranée.

.....

Intervention de M. Philippe Lavigne, OTAN, Commandant suprême Allié Transformation

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, le rôle de l'OTAN a été démultiplié. « Allied Command Transformation » (ACT) est l'un des deux commandements stratégiques qui se trouve au sommet de

la structure de commandement militaire de l'OTAN. La mission d'ACT peut être résumée autour de trois notions :

- Anticipation : Il faut une compréhension des enjeux sécuritaires, une capacité à les anticiper et à les exploiter immédiatement.
- Capacité : Il faut aligner les nations, leur donner les moyens pour qu'ils travaillent ensemble de mieux en mieux et de manière plus fluide. L'interopérabilité est l'un des grands défis de l'OTAN, afin que la valeur globale de l'Organisation dépasse de la somme des valeurs individuelles.
- Talent : l'organisation repose sur les personnes, leur compétence. Il faut les identifier, les former, les faire interagir.

L'OTAN a un devoir, celui de comprendre le monde et ses nouvelles réalités dans un environnement sécuritaire toujours plus complexe, et de renforcer les liens avec les autres organisations, les entreprises, le monde universitaire et de la recherche. La compétitivité et la performance passent par le réseau, la relation avec d'autres organisations. L'OTAN doit également renforcer sa mission pour protéger les citoyens. La guerre en Ukraine montre les prémices d'un monde où la compétition est généralisée, les conflits sont plus nombreux et où aucune zone géographique n'est à l'abri de déséquilibres. L'OTAN cherche à approcher les crises en considérant tous les domaines.

Cinq impératifs guident la transformation de l'OTAN :

- Lutter contre la désinformation
- Renforcer notre résilience sur le plan militaire et civil
- Se doter de moyens pour comprendre et contrôler les dynamiques de l'escalade.
- Il faut un nouvel art de la guerre qui soit multi-domaine, agile et qui soit rapide.
- Cela nous conduit à repenser la façon dont on conduit les opérations

Il est nécessaire que cela soit une approche globale parce que la compétition et la guerre sont et seront globales. Une évolution de très grande ampleur est la future d'adhésion de la Suède et de la Finlande. Cet élargissement doit être vu comme une formidable opportunité mais reste une tâche immense et complexe. Ces deux armées présentent déjà un très haut niveau de compatibilité avec celles de l'OTAN, les deux pays disposent d'une base industrielle de défense solide et d'une expertise de terrain certaine. Mais il faut un travail sur la doctrine, pour faciliter l'intégration dans la programmation, les exercices, les opérations, passer d'une défense nationale, à une approche à 360°, prenant en compte d'autres enjeux. L'enjeu est aussi de les intégrer dans une alliance nucléaire. Avec ces intégrations, l'OTAN présenterait un front continu au nord de l'Europe et en sera plus forte.

.....

Table-ronde modérée par Olivier DARRASON, ancien membre du Parlement français, avec Karim AMELLAL, Délégué interministériel à la Méditerranée, Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, Patrice BERGAMINI, Vice-Président de CMA-CGM, Yassine BOUHARA, Président de Tell Group et Renaud MUSELIER, Président de la Région Sud.

Olivier Darrason entame la discussion en indiquant que malgré toutes les difficultés évoquées lors des différentes tables rondes et le pessimisme dominant, nous souhaitons donner une vision positive de

la Méditerranée. Il existe un certain nombre d'initiatives efficaces, comme des initiatives écologiques, qui ont été portées en Méditerranée et qui ont eu un certain succès. C'est une table ronde du futur, avec une vision plus optimiste. Il y a une autre réponse à la gouvernance de la Méditerranée.

Pour Renaud Muselier, Président de la Région Sud, il faut être optimiste et faire preuve de résilience. Les Régions ont des richesses, des outils indispensables qui peuvent se révéler stratégiques en géopolitique. La Région Sud a des potentialités énormes, des infrastructures, des entreprises. Il est nécessaire que les différents acteurs, régionaux et locaux, travaillent ensemble, sur le plan économique, industriel, militaire et stratégique. Autour du bassin méditerranéen, les pays ont face aux mêmes problématiques. A toutes les échelles, il faut que les voisins se parlent : le multilatéralisme est indispensable. Au-delà de la diplomatie nationale, le rôle d'une Région est de faire en sorte que tout le monde puisse vivre ensemble dans le cadre d'une démarche économique et commerciale qui est adaptée à notre environnement commun et historique. Les régions françaises, et espagnoles, ont également la capacité de porter les réponses européennes en Méditerranée, via les fonds communautaires. L'UPM a été une réponse politique au besoin de coopération. Elle n'a pas fonctionné à la hauteur de ses ambitions, mais on ne doit pas pour autant tomber dans le repli sur soi. Le multilatéralisme est une solution, sans oublier le contact humain, les échanges bilatéraux entre régions. « Méditerranée du Futur » encourage ce contact, cette proximité entre les gens.

Karim AMELLAL, Délégué interministériel à la Méditerranée, estime aussi qu'il est nécessaire d'être plus optimiste et d'essayer d'avancer en Méditerranée malgré les nombreux défis qui existent. Le défi environnemental et climatique est l'un des enjeux les plus importants: en Méditerranée, la température moyenne augmente de 20% plus fortement qu'ailleurs dans le monde. Les États, les Régions, les opinions publiques, au Nord comme au Sud, ont conscience de ce défi. Il existe un défi économique : il faut se poser la question de la croissance partagée afin de produire de l'intégration régionale, ainsi que se demander comment coopérer plus et mieux. Comment produire ensemble davantage de croissance, optimiser les chaînes de valeur ? Il y a beaucoup à faire dans le contexte post-covid. Il existe enfin un défi stratégique, avec les conflits et les crises. Comment faire dans ce contexte pour mieux et plus coopérer ? La guerre en Ukraine a montré l'urgence de cette coopération. Les instruments de coopération existent : l'UPM, le 5+5, la politique européenne de voisinage. Ils fonctionnent plus ou moins bien, mais il faut les utiliser. L'UPM n'est que moyennement opérationnelle, car elle a été rapidement privée de moyens d'actions et de financement, mais elle a l'avantage de réunir tous les acteurs étatiques du pourtour méditerranéen, il faut l'utiliser, la revivifier, c'est un objectif pour la France. La Délégation interministérielle à la Méditerranée a identifié 3 leviers pour renforcer ces instruments existants :

- Créer de nouveaux espaces de dialogue (« Méditerranée du Futur », espace de dialogue informel centré sur les collectivités territoriales ; Sommet des deux Rives ; Forum des Mondes méditerranéens etc.)
- Proposer de nouveaux outils pour avancer plus rapidement (le PLIF, basé à Marseille, facilité de financement pour des projets locaux en faveur de l'environnement)
- Inclure de nouveaux acteurs : les territoires, la société civile, les diaspora, les entreprises sont les acteurs sur lesquels nous devons nous appuyer. Malgré les difficultés, ce sont les acteurs qui agissent au quotidien.

Il faut les réunir tous ceux qui ont envie d'avancer autour de sujets spécifiques, qu'ils ont en commun, pour permettre d'apporter des solutions réalistes. Cela permettra de lancer, ensemble, des initiatives, des projets innovants, à un niveau qui n'est pas exclusivement celui des Etats. On peut citer le Plan

d'Action pour une Méditerranée exemplaire, le PLIFF, le PAMEx, etc. L'UE parle de « coopération renforcée » par exemple, pour désigner un format de coopération multi-partenariale entre les acteurs concernés par un sujet, sans forcément mobiliser l'ensemble de l'Union européenne. Le Président français a annoncé en février 2022 la création d'un fonds Maghreb, instrument financier qui vise à illustrer l'ambition commune des différents : travailler ensemble autour de ce qui nous rassemble et nous préoccupe : développer l'entrepreneuriat, l'emploi, le commerce, sans qu'il y ait d'effet d'éviction. C'est un instrument financier qui va concerner les entreprises en France pour les accompagner pour investir de l'autre côté de la Méditerranée, au Maghreb. C'est la traduction concrète de la coopération gagnant-gagnant. On crée de la valeur en France et on accompagne la création de valeur de l'autre côté de la Méditerranée. Ces instruments nouveaux sont essentiels pour renouveler nos relations et pour atteindre des objectifs communs : une croissance, une stabilité commune axée sur la jeunesse.

Patrice BERGAMINI, Vice-Président de la CMA-CGM, rappelle qu'en Méditerranée en particulier le juge de paix a été le commerce. On le voit dans l'histoire de la Méditerranée, dans l'histoire même de ses grandes entreprises comme la CMA-CGM, dont le fondateur d'origine libanaise est venu s'installer à Marseille. Aujourd'hui le taux de fret est un indicateur avancé des réalités économiques du moment. La versatilité des marchés, les réflexes de consommation challengent les économies. Et il faut avoir conscience aussi en Méditerranée comme ailleurs qu'il ne peut pas y avoir de transition politique sans transition économique. Dans le dialogue entre les deux rives, il faut enfin garder à l'esprit que les échanges régionaux ne sont pas au niveau espéré alors qu'ils pourraient être un puissant levier de développement de la rive sud : 90% des échanges se font dans un sens nord-sud, 9 % avec le reste du monde et 1 % seulement en intra-régional sud-sud. Reste que le trafic en Méditerranée est en croissance, les flux de containers orientant les investissements vers des infrastructures nouvelles. CMA-CGM investit ainsi dans les infrastructures portuaires, et a en 2021 remporté l'appel d'offres pour le nouveau port d'Alexandrie, à l'entrée du canal de Suez, et celui de Beyrouth au Liban en 2022. Un enjeu majeur pour une entreprise comme CMA-CGM est d'anticiper les mutations. Le COVID a accéléré la mutation du transport et de la logistique, et dans une certaine mesure éclairé d'un autre angle les problématiques relatives à la *supply chain* internationale. CMA-CGM avait déjà commencé à investir davantage dans la logistique (les entrepôts, les camions, le rail etc.) ce qui a permis d'absorber au mieux ce choc inédit entre offre et demande. Un autre sujet d'avenir fondamental reste naturellement pour la Méditerranée la décarbonation du transport maritime et le développement des énergies renouvelables et nouvelles.

Yassine BOUHARA, PdG de Tell Group, s'étonne pour sa part de n'entendre parler que de risque, de conflit, de crise. Ce n'est pas très encourageant pour un investisseur. La démographie elle-même est vue comme un risque. Certes nous vivons un choc démographique, les courbes européenne et africaine se renversent, mais en tant qu'investisseur c'est une opportunité exceptionnelle. Elle crée un marché intégré immense. Mais nous manquons d'infrastructures pour monétiser ces flux (humains, de matières premières, de biens, de données), pour favoriser/ catalyser ce processus de développement. Il faut innover dans l'approche que nous avons, par exemple en valorisant certaines transactions par leur impact positif sur l'environnement (*nature based solutions*), en innovant dans les solutions apportées (pour l'accès à l'eau par exemple) et en profitant des innovations technologiques, en récupérant les pertes liées à la corruption et aux trafics d'argent (1.1 trillion de dollars d'argent africain malversé serait stocké dans les banques européennes). Nous pouvons donner une nouvelle interprétation des risques, faire évoluer les modalités des contrats d'investissement ou des assurances, imaginer de nouvelles modalités financières. Les grandes entreprises peuvent le

confirmer : le sud de la Méditerranée est un marché très profitable, pour les deux rives. Nous entrons dans un monde sans pôle, à nous d'inventer de nouvelles formes de coopération simplifiées, de tester, « de défaite en défaite, jusqu'à la victoire » comme disait Mao Tsé Toung. Les marchés émergents, les marchés à fortes croissance, se font plus rares (mise à l'écart de la Russie, réticences à investir en Chine) : l'Afrique attire. Et cela se répercute aussi sur la rive nord de la Méditerranée. On investit dans le port de Marseille pour son trafic avec la rive sud.

Sur les questions environnementales, Yassine BOUHARA rappelle que nous avons aujourd'hui une multitude d'opérateurs innovants, qui nous permettent d'analyser l'impact environnemental de nos actions. Pour éviter le greenwashing, on peut imaginer des mécanismes financiers précis et efficaces, des bonifications dérivées des impacts environnementaux, ou des rémunérations de la performance directement liées aux impacts environnementaux. Cela pourra être expérimenté à Marseille grâce au projets financés par le PLIFF, avec un degré d'innovation unique.

Conclusions de Renaud Muselier :

En conclusions du colloque, **Renaud MUSELIER** invite les jeunes générations à ne pas se laisser gagner par le pessimisme. Il faut être enthousiaste et privilégier le travail. Il est nécessaire de fixer une stratégie afin de créer un environnement fédérateur. La Région Sud souhaite contribuer à la promotion de la paix et au respect de la démocratie dans le bassin méditerranéen. Il ne faut pas se laisser abattre par toutes les difficultés qui existent, il faut rester positif et voir les choses que l'on peut faire avancer. Aujourd'hui c'est l'Environnement qui fédère et qui est l'enjeu central.